



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article779>

Mauritanie : Le FNDD "mal compris", ne se prononce pas contre les sanctions

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : samedi 30 août 2008

Union des Forces de Progrès

NOUAKCHOTT - Les représentants du Front national pour la défense de la démocratie (FNDD), coordination de partis mauritaniens dénonçant le coup d'Etat du 6 août, ont déclaré avoir été "mal compris" au sujet des sanctions internationales, contre lesquelles ils n'ont pas pris position.

"On m'a mal compris" a dit à la presse Boidiel Ould Houmeid, vice-président du PNDD-ADIL (parti au pouvoir avant le putsch), ajoutant que "le Front salue et apprécie à leur juste valeur les positions claires exprimées par la communauté internationale à l'encontre des putschistes et de leurs affidés".

M. Ould Houmeid a expliqué que sa déclaration, jeudi, avait été mal interprétée par les journalistes qui avaient ensuite annoncé que le Front prenait position contre les sanctions économiques.

Il avait déclaré : "Nous avons le soutien de la communauté internationale tout entière, parce que notre cause est juste, mais nous privilégions une solution mauritanienne, car toute autre situation, assortie de sanctions de quelque nature que ce soit, aurait des répercussions négatives sur les conditions de vie du peuple mauritanien".

Au nom du FNDD, M. Ould Houmeid a plutôt appelé à "davantage de pressions sous toutes leurs formes pour mettre fin dans les délais les plus brefs au coup d'Etat afin de mettre un terme rapide à l'épreuve que subit notre peuple".

"Certes nous avons estimé nécessaire une solution à la mauritanienne, mais nous avons jugé que celle-ci doit avoir lieu le plus rapidement possible pour éviter au peuple les conséquences difficiles des sanctions imposées par la communauté internationale", a expliqué M. Ould Houmeid.

Il a affirmé que le FNDD "rend les putschistes et leurs complices pleinement et entièrement responsables des conséquences catastrophiques encourues par le peuple mauritanien à la suite du putsch".

Mohamed Ould Moloud, président de l'UFP, également membre du Front, a ajouté que la nature des sanctions que la communauté internationale prend "sont laissées à sa seule initiative", jugeant toutefois que "ces pressions doivent être fortes, efficaces et productives".

Le Front exige "la libération et la restauration dans ses fonctions constitutionnelles" du président Sidi Ould Cheikh Abdallahi élu en 2007.

"Les militaires doivent se rendre à l'évidence qu'ils ont commis un acte irréfléchi, rendre le pouvoir au président légitime et ainsi permettre une solution à la mauritanienne", a expliqué M. Ould Moloud.

"Personne ne peut négocier une solution nationale à la crise à la place du président lui-même, mais une fois (qu'il est) libéré, toutes les forces politiques peuvent se retrouver pour des négociations devant conduire à une solution définitive", a-t-il dit.

(©AFP / 29 août 2008 22h17)